

## SERBIE

### Agence de presse BETA

#### Sommaire

##### **Informé dans un huis clos**

Raconter ce qui se passe de l'autre côté

##### **Un développement rapide en Bosnie et en Serbie**

##### **L'amorce d'un dialogue au Kosovo**

Résistance et indépendance

Un manque d'accès à l'information

**Lorsqu'éclate la première des guerres yougoslaves en juin 1991 en Slovénie puis en Croatie, l'espace médiatique fédéral ne résiste pas longtemps. *Tanjug*, agence yougoslave pourtant moins perméable aux influences nationalistes qui commencent à se faire sentir dans les médias, ferme brusquement ses bureaux dans les républiques de la Fédération et se transforme en instrument de manipulation de l'information au service des seuls intérêts du régime de Milosevic et de l'effort de guerre. Parmi les journalistes victimes des purges des médias publics et en particulier de *Tanjug*, germe l'idée de reconstruire une agence de presse régionale, indépendante, qui raconte aussi ce qui se passe de l'autre côté de l'espace en conflit. De ce projet en apparence irréaliste, dans un pays dévoré par l'hyper-inflation et la ferveur nationaliste, va finalement naître une agence de presse privée, basée à Belgrade, aux ambitions régionales. *Beta* veut faire du professionnalisme et de l'impartialité un instrument de résistance aux propagandes.**

#### Informé dans un huis clos

19 août 1999, Belgrade se prépare à accueillir la grande manifestation de l'opposition et l'attente est sensible : la protestation sera-t-elle massive ? Milosevic arrivera-t-il à bloquer les autobus venus de province ? Vuk Draskovic, le caméléon de l'opposition, prendra-t-il la parole ? Le régime a-t-il placé des provocateurs ? La police interviendra-t-elle ? Ainsi va la Serbie de l'après bombardement : dans un monde clos, on vit la catastrophe annoncée ... Après les bombes, le tremblement de terre, l'éclipse, la rumeur l'a prédit, voici venu le temps des mouvements de masse, de la vindicte populaire, des troubles de l'ordre public : révolte des réservistes, déchaînement des supporters et peut-être même renversement du régime par la rue.

Les conjectures vont bon train et pourtant l'ambiance reste sereine dans les locaux de l'agence *Beta*, la première et désormais seule agence de presse indépendante en Serbie (depuis la fermeture de sa concurrente *FoNeT*). En face du parlement de Serbie, dans une des plus grandes avenues de la capitale, au 4<sup>e</sup> étage, dans un espace clair et fonctionnel, annoncé par une simple plaque parmi d'autres, l'ambiance est à la modération ... Le meeting, « oui, mais ce n'est pas ça qui va renverser le régime », et puis « le pays est en léthargie totale, il ne faut pas se fier aux apparences »...

Bref, les responsables de l'agence *Beta* imposent immédiatement le ton : professionnalisme, pondération, modernisme... On est loin des tentatives d'intimidation du régime qui joue de la peur palpable, de l'incertitude du pays, auquel l'infrastructure détruite et le marché noir, maître des lieux, donnent des allures de fin de règne .

#### Raconter ce qui se passe de l'autre côté

Il est vrai que les journalistes de *Beta* ne sont pas tout à fait des débutants. L'existence de l'agence remonte à 1994 mais le projet a vu le jour deux ans plus tôt. Dans la région, au début des années 90 et à la faveur de l'écroulement des régimes communistes, fleurissent en effet les premiers médias « indépendants », c'est à dire dégagés du poids idéologique de l'appareil d'Etat et du dogme communiste. En Serbie pourtant, on assista à une libéralisation avortée, avec l'éclatement de la guerre en juin 1991. Les quelques médias qui couvraient alors toute la Yougoslavie comme la chaîne de *TV Jutel*, le quotidien *Borba* et l'agence *Tanjug*, ont peu à peu été mis au pas et purgés de tous ceux qui refusaient d'adhérer au nationalisme ambiant, comme la *Radio Télévision de Serbie* ou le quotidien *Politika*. En même temps, la sécession des républiques du Nord (Slovénie, Croatie) a littéralement fait éclater l'espace médiatique yougoslave, les coopérations entre télévisions ont brusquement cessé et *Tanjug*, qui était jusque là une agence de presse de rang international, devient un instrument majeur dans la guerre médiatique. Les pouvoirs installés dans les nouveaux Etats de Slovénie, Croatie et Bosnie-Herzégovine voient très vite la nécessité de monter leurs propres agences: *HINA* en Croatie et *BiHpress* ou encore *ONASA* en Bosnie Herzégovine.

Alors rédacteurs à l'agence *Tanjug*, Radomir Diklic et Ljubica Markovic, futurs directeur et rédactrice en chef de *Beta*, se trouvent en porte à faux avec la nouvelle ligne de l'agence et sont comme tant d'autres conduits à la démission. Face à la guerre qui brusquement déferle, rompant tout contact avec l'autre moitié du pays et entraînant une guerre médiatique sans précédent, dans laquelle tous les mensonges sont permis à partir du moment où ils servent l'intérêt national, il leur semble urgent de faire savoir ce qui se passe des deux parties en conflit en créant une agence de presse indépendante qui couvrirait tout l'espace ex-yougoslave. Passant pour de doux utopistes, ils ont alors la conviction qu' « existe un marché, que les populations ont besoin de savoir ce qui se passe de l'autre côté, que ce soit en Croatie, en Bosnie, en Slovénie, ou ici ».

Ils sont huit à l'origine du projet : parmi eux, cinq journalistes venus de *Tanjug*, deux issus du groupe de presse autrefois libéral *Politika* et un de l'hebdomadaire *Nin*. A cette époque, l'hyper-inflation fait rage dans le pays aux prises avec les sanctions internationales et la ferveur nationale. Face au monopole de *Tanjug*, personne ne se hasarde à leur prêter de l'argent tant le projet paraît irréaliste. De plus, les communications avec « cet autre côté » (la Croatie ou la Bosnie « musulmane ») étaient presque impossibles, du fait de la rupture des liaisons téléphoniques et postales. Il leur faut donc passer par un pays tiers comme l'Allemagne pour contacter des personnes susceptibles d'être intéressées par le projet. Une expérience de plus de dix ans au sein d'une agence de grande envergure et leurs relations dans le monde du journalisme yougoslave permettent de réaliser ce pari : monter un réseau de correspondants dans l'espace yougoslave alors que les propagandes battent leur plein et que la situation économique est catastrophique.

#### Un développement rapide en Bosnie et en Serbie

Né dans l'urgence, le projet se met en place avec des moyens limités (4 ordinateurs et un fax) mais affiche dès le début une ligne éditoriale et éthique qu'il suit encore aujourd'hui : informer tous ceux qui voudront bien acheter les informations, devenir une agence réellement régionale et basée sur la zone des Balkans, avec un réseau étoffé de correspondants et faisant de l'indépendance politique et financière un principe de fonctionnement.

Heureusement, dès mai 1994, lorsque l'agence ouvre ses portes, des clients se font connaître parmi les nouveaux médias indépendants en Serbie comme le quotidien *Nasa Borba* (qui a succédé au quotidien communiste fédéral *Borba*), la radio locale *B 92* qui joue un rôle clé dans l'information alternative de la

capitale ou encore l'hebdomadaire *Vreme*. Mais paradoxalement, les médias et les institutions officielles en Serbie s'abonnent aussi très vite aux services de *Beta*, ainsi que l'Armée Fédérale, parce que « *Beta avait une très bonne couverture sur la Bosnie* ». Peu à peu l'agence diversifie ses moyens de diffusion : en particulier après la signature des Accords de Dayton en décembre 1995, les clients se multiplient en Bosnie, dans les deux entités. « *Nous sommes très fiers d'être acceptés des deux côtés* » commente Ljubisa Markovic. De 1994 à 1999, l'agence se développe rapidement même si les difficultés financières demeurent. Les trois dernières années, elle connaît une réelle extension du fait du développement des médias indépendants en Serbie, de la victoire de l'opposition aux élections municipales ou encore de la libéralisation au Monténégro. En effet, suite aux grandes manifestations de l'hiver 96-97 dont la liberté de la presse était un des thèmes récurrents, le pouvoir finit par lâcher un peu de lest. Journaux indépendants, télévisions et radios privées fleurissent alors que les provinces serbes connaissent enfin un développement des médias locaux. Au Monténégro, les médias d'Etat rompent définitivement avec le régime de Milosevic et renoncent à leur relation exclusive avec *Tanjug*, peu à peu remplacée par *Beta* à côté des grandes agences occidentales. Même au Kosovo, une relative baisse de la pression permet à quelques titres de s'épanouir: *Kosova Sot, Koha, Koha Ditore, Bajku* commencent à s'abonner à *Beta*, dont la couverture de la région est différente des médias serbes traditionnels.

### Survivre dans un contexte économique difficile

En 1999, *Beta* compte 43 journalistes à plein temps mais ils sont au total 120 à 130 personnes à y travailler. L'agence distribue ses informations quotidiennes à environ 250 clients dont les radios étrangères ayant des programmes en langue serbe (*BBC, Voice of America, Radio Free Europe*), les correspondants de grands médias étrangers en Yougoslavie et surtout un grand nombre de médias locaux de Serbie et d'autres régions ex-yougoslaves. *Beta* coopère avec les agences internationales comme *Reuter* et *AFP*, échange des programmes et tisse des liens avec d'autres agences indépendantes de la région : *ONASA* à Sarajevo, *STINA* une agence indépendante croate de Split ou encore *Pressmark* de Skopje. Quant aux aides internationales - provenant par exemple de l'UNESCO, de l'Union Européenne ou de fondations privées - *Beta* en a reçu et en reçoit encore mais, si elles sont nécessaires (surtout dans la crise profonde que traversent les médias en Serbie actuellement), la direction de l'agence serait plutôt tentée de les réduire comme si, d'une certaine manière, la viabilité économique de l'entreprise était un gage de qualité. Cette volonté d'indépendance financière pourrait se réaliser dans une situation économique normale mais comment faire lorsque les conditions générales sont catastrophiques et que les médias indépendants, étranglés par le pouvoir, ne peuvent payer leurs abonnements depuis les nouvelles lois sur l'Information de 1998? Et comment lutter contre *Tanjug*, qui délivre ses informations gratuitement à tous les médias? Pourtant, au début de l'année 1999, l'agence arrivait presque à couvrir ses besoins primaires avec ses propres ressources. Mais la guerre au Kosovo et la ruine du pays ont privé *Beta* d'un nombre important de clients qui ont dû fermer leurs portes ou qui sont asphyxiés économiquement. C'est grâce aux abonnements des correspondants étrangers autant qu'aux médias bosniaques que *Beta* peut garder la tête hors de l'eau. « *Ceux-ci paient régulièrement et le réseau que nous avons commencé à construire depuis deux ans s'enracine* » précise Ljubisa Markovic. Mais cela ne suffit pas, « *Il faudrait que toute la région redémarre pour que nous puissions survivre* ».

### L'amorce d'un dialogue au Kosovo

Sur la question du Kosovo, *Beta* était un des rares médias de Serbie à avoir tenté d'accorder une place aux points de vue des Albanais (voir l'interview de M. Diklic). Dès 1991, son engagement dans le conflit bosniaque lui avait déjà permis d'ouvrir les yeux sur le traitement fait à Belgrade des informations en provenance de la province. Grâce à son correspondant albanais, l'agence tenait à informer Belgrade de ce monde invisible : la vie parallèle des Albanais, leurs institutions, les positions politiques de leurs leaders. *Nasa Borba* ou *Vreme* avaient la même démarche mais leur diffusion restait modeste et l'impact de *Beta* en la matière a été plutôt sensible dans les médias électroniques, plus récents et moins professionnels que les journaux indépendants de Belgrade. Dès le début, *Beta* soutenait donc la diffusion en Serbie des positions politiques des Albanais, considérées comme « illégales » et avait même commencé à collaborer avec *Koha Ditore*, un des plus importants quotidiens albanophones, à la constitution d'un dialogue entre intellectuels serbes et albanais sur Internet. Ce fut une des rares initiatives du genre, avec les émissions réalisées par *TV Mreza* ou le Réseau ANEM (Association des Médias Electroniques Indépendants), à être réalisée sans médiation étrangère (comme *Radio Free Europe*, dont la section serbe et croate a toujours été un espace de dialogue entre les différentes communautés en conflit). Cependant la guerre ouverte et les bouleversements intervenus au Kosovo depuis l'arrivée des forces de l'OTAN ont interrompu ces modestes efforts. De part et d'autre les positions se sont durcies malgré la paix revenue : *Beta* a renvoyé des correspondants serbes qui n'ont plus accès aux sources directes alors que leur correspondant albanais ne peut pour l'instant reprendre du service et que les anciennes collaborations avec les médias albanais sont au point mort ... Le traumatisme subi par les Albanais et le rejet actuel de tout ce qui vient de Serbie ont fini par contaminer toutes les couches de la société.

### Résistance et indépendance

Dans ses relations avec le pouvoir, *Beta* a d'abord eu de la chance : quand l'agence a été ouverte en 1994, il était encore relativement facile d'enregistrer une entreprise privée. Le ministère de l'information ne semble pas avoir bien vu le danger que pouvait représenter une agence de presse privée. De plus, une agence qui ne distribue pas directement les informations au public et ne fait pas non plus de commentaire, suscite moins de suspicion qu'un journal ou une station de radio. Elle a besoin de relais pour faire passer ses informations et ce sont eux qui ont le plus souvent fait l'objet d'attaques : ainsi quand le pouvoir a véritablement voulu bâillonner la presse et les médias indépendants en Serbie à l'automne 1998, ce sont les journaux, les chaînes de télévision et les radios qui ont fait l'objet de procès, de fermeture ou de retrait de fréquence. En s'attaquant aux clients, aux circuits de distribution de l'information plutôt qu'à sa source, on pouvait de toute façon paralyser l'information avec beaucoup d'efficacité tout en créant un climat d'insécurité généralisée provoquant l'autocensure. Selon Radomir Diklic, « *avec la loi sur l'information, tout le monde sait bien qu'on peut vous obliger à fermer boutique, n'importe quand pour n'importe quelle dépêche* ».

Les responsables de *Beta* ne sont pas non plus dupes de la relative liberté dont jouit l'agence : si un média indépendant n'est pas trop inquiet, c'est que d'une certaine façon il ne dérange pas, parce qu'il donne des informations dont tout le monde a besoin, y compris les institutions officielles et l'armée, parce qu'il sert de caution à un régime qui revendique son ouverture et que son influence est malgré tout limitée. Ainsi, quand la guerre au Kosovo a éclaté, les informations réelles en provenance du Kosovo étaient extrêmement difficiles à obtenir avec l'expulsion de tous les envoyés spéciaux, y compris les journalistes de Belgrade qui n'avaient plus droit qu'aux visites chapeautées par l'armée. Les médias albanais immédiatement fermés, *Beta* a aussi vu son correspondant serbe local mobilisé et son correspondant albanais persécuté. L'agence s'est donc contentée de travailler avec les sources disponibles (ONG internationales, HCR, Croix Rouge) alors que ses derniers clients en Serbie étaient soit interdits comme la radio B 92, soit fermés pour cause de pénurie ou au mieux sévèrement contrôlés par le pouvoir militaire. Alors, entre une opinion publique serbe focalisée sur les bombardements, totalement hermétique aux nouvelles faisant état de la détresse et de la fuite des Albanais du Kosovo, et la sévère censure que subissent journaux et médias électroniques, les informations sur les exactions de l'armée fédérale par exemple auraient-elles pu être entendues? Cela suffit-il à expliquer le fait que l'expulsion d'un million d'Albanais du Kosovo ait pu d'une certaine façon passer inaperçue à Belgrade? Cette réalité incroyable pour un observateur extérieur, donne la mesure de la perte des repères de la société serbe, où la propagande a tellement perverti la notion de vérité, avec la complicité du public, que même sa dénonciation ne peut passer pour totalement justifiée.

### Un manque d'accès à l'information

« *Ce n'est pas parce que Beta annonce un événement que l'individu moyen va avoir accès à cette information* » explique Miljenko Dereta, responsable d'*Initiative citoyenne*, une association belgradoise qui tente de développer des projets de démocratie locale et de soutien aux médias indépendants. « *Il faut chercher cette information, il faut un citoyen éduqué* ».

Les informations factuelles ont besoin d'être diffusées et interprétées mais en l'absence de tout commentaire. « *Notre rôle est d'informer les gens sur ce qui se passe dans le pays, et c'est au citoyen qu'il appartient de juger, sur la base de ces informations, de la manière qu'il convient de gouverner ce pays. Ce n'est pas à nous de le leur indiquer* », souligne le directeur de *Beta*.

Mais dans un pays tel que la Serbie, le rôle d'une agence se voit limité pour toute une série de raisons. Ce sont les médiations qui manquent, les journalistes qui ne sont pas assez bien formés, les partis d'opposition qui comme le régime, voudraient tout contrôler y compris la presse, les journaux locaux qui reprennent les informations diffusées par *Tanjug* parce que ces informations sont diffusées gratuitement, ou encore la diffusion de la presse écrite qui est défaillante. Un journal comme *Danas* qui essaie d'aborder la question des agissements de l'armée au Kosovo n'est par exemple diffusé dans les grandes villes de province qu'à une trentaine d'exemplaires alors que peu de citoyens ont les moyens d'acheter la presse quotidienne.

En plus de dix ans d'expérience, le régime de Milosevic a acquis une pratique de contrôle de l'opinion publique dans le contexte de la société moderne de l'information, sachant que l'asphyxie économique est parfois plus efficace que la répression brutale et que leur alternance est le meilleur moyen de brouiller les pistes et de décourager les plus récalcitrants.

Dans un tel contexte, le travail quotidien d'une agence comme *Beta* ressemble vite à un défi.: pas d'objectifs démesurés, pas de « vision du monde » à imposer, juste un fonctionnement qui parce qu'il allie professionnalisme et effort pour dépasser les cadres nationaux et nationalistes est déjà un modèle du genre et une source inestimable pour tous ceux qui dans la région tentent de publier des journaux ou de diffuser des émissions par des télévisions ou des radios indépendantes.

Certes, l'indépendance est un idéal, tout comme l'impartialité et le refus de hurler avec les loups... Certes, le rôle d'une agence est réduit, l'information doit être relayée par un média de diffusion (TV, radio, presse), sans oublier non plus que d'une certaine façon le régime sait très bien les utiliser ou les neutraliser.

Il n'empêche, dans ce climat de désinformation généralisée, l'existence même de *Beta* est un prodige. Ainsi, le 20 août 1999, alors que la grande manifestation de l'opposition n'avait pas encore eu lieu à Belgrade et que les partis réunissant 150 000 personnes avaient critiqué Milosevic pour « *avoir perdu la Croatie, la Bosnie et maintenant le Kosovo* », *Politika*, l'organe gouvernemental, titrait dans ses pages, après la météo et le sport : « *le meeting de l'OTAN a échoué* » et dénombreait 25 000 participants. Dans une ambiance où le mensonge orchestré par le régime est devenu la règle, *Beta* ressemble à un ovni. Et demeure aussi un espoir.

**Anne Madelain.**

**Responsable du Centre Culturel Français à Podgorica (Monténégro) de 1997 à mars 1999 et collaboratrice du site du *Courier des Balkans*.**